

Jean & Madeleine ADAMOLLE
Copropriétaires Immeuble PLAINE ALPES 3
5 Chemin de l'Oratoire
05240 VILLENEUVE LA SALLE

et
3 square Monseigneur Chalve
13090 Aix en Provence

lettre Adée..AR.

À. Madame Dominique FAURE
Commissaire enquêteur
Mairie de la Salle les Alpes
15, rue de la Guisane
05240 LA SALLE LES ALPES

Le 29 avril 2024

Objet : observation-enquête publique relative à la révision du PLU de la Salle les Alpes

Référence : Enquête publique - Préfecture 005-210501615-20240402-240401

Madame la Commissaire Enquêteur,

Dans le cadre de l'enquête publique relative à la révision du PLU de la commune de la Salle les Alpes, nous souhaitons formuler les observations et contre-propositions suivantes :

Les parcelles référencées 442,445,446,427,298,299,300,304,305,75,76,77,82,83,84,85 et 90 sont actuellement en ZONE NATURELLE. Une partie de la parcelle 660, propriété de l'immeuble le Grand Pré, y figure également. Elles offrent, de ce fait, non seulement aux copropriétaires des immeubles mitoyens, mais aussi à la population et aux touristes, l'opportunité d'accueillir un jardin des neiges, l'hiver pour les jeunes enfants, agrémenté par une végétation qui s'inscrit de façon harmonieuse dans un parc naturel de la Vallée de la Guisane. Elles constituent en outre un passage pour les pompiers afin qu'ils puissent, en cas d'urgence, intervenir dans le Parc des Résidences Plaine Alpe, Grand Pré, le BEZ, les Chardons Bleu. De plus, les arbres de longues dates d'essences diverses sont implantés sur ces parcelles. UNE ZONE NATURELLE QU'IL FAUT PROTÉGER.

Le projet de PLU qui est proposé, l'imiterait de façon drastique la Zone Naturelle aux simples parcelles 299, 75, 85, 90 et à la partie 660. L'ensemble des autres parcelles précédemment citées se retrouveraient classées en Zone UEP (équipement d'intérêt collectif et service public) sans aucune assurance que certaines d'entre elles ne deviennent, dans un avenir proche, des zones urbaines constructibles avec aucune contrainte réglementaire de hauteur. Cette réduction drastique de la zone naturelle est une atteinte grave et préjudiciable, non seulement à l'esthétique de l'ensemble du secteur, mais aussi au caractère écologique (faune et flore) qu'offrent à ce jour ces parcelles.

D'autre part, nous voudrions souligner que toute cette zone devrait être inconstructible. Il ne faut pas oublier les catastrophes naturelles antérieures, les parcelles concernées dans le PLU entre dans cet espace.

Les caractéristiques du lieu sont comparables à un entonnoir qui reçoit les pluies et elles arrosent plus bas... quand celles-ci sont diluviennes, c'est la catastrophe elles entraînent avec une force terrible, terre, boues, rochers, arbres, voitures, etc ... laissant un champ de ruines et de désolations.

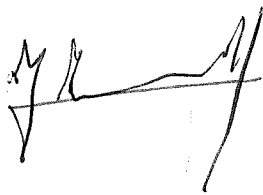
Ce n'est pas un mauvais rêve, retournons-nous en arrière, et souvenons-nous de ce 15 Juillet 1995, il n'y a pas si longtemps ... avec le changement climatique, nous ne sommes pas à l'abri des caprices météorologiques et cela peut se reproduire. Ouvrons les yeux, prenons le temps de regarder les vidéos et les photos de ce 15 juillet 1995 ... qui peut prendre un tel risque de désolations pour son village ?

Pour toutes ces raisons, nous sommes défavorables à une modification de PLU qui viendrait anéantir une grande partie de la zone naturelle dans une conjoncture qui incite fortement les communes à préserver les éléments et les écosystèmes naturels, révision qui va à l'encontre de la loi Climat et résilience du 22 août 2021 - laquelle vise à réduire massivement nos émissions de gaz à effet de serre, renforcée par la loi ZAN promulguée le 20 juillet 2023.

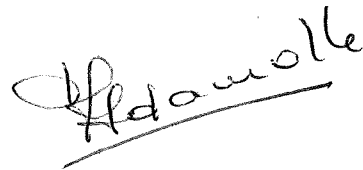
Nous osons espérer, qu'à travers la prise en compte des différents éléments ci-dessus, la commune saura faire montre de son engagement réel et pérenne pour l'intérêt de l'environnement. Le seul but de notre intervention à travers ce courrier est de placer comme première priorité la protection de la nature, des arbres, de la « Zone Naturelle », qui confère un charme indéniable dans une station déjà beaucoup construite. Nous souhaitons enfin vivement que la commune sensibilise tous les élus à faire de la conservation de la nature (comme le préconise les deux lois précédemment citées) une priorité absolue afin que la Zone Naturelle ne soit pas modifiée.

Nous vous remercions par avance, de bien vouloir consigner cette demande dans le registre d'enquête publique mis en place, et vous prions d'agréer, Madame la Commissaire - enquêteur, l'expression de nos salutations distinguées.

Jean ADAMOLLE



Madeleine ADAMOLLE-CLARGÉ



Copie : Monsieur le Préfet des Hautes Alpes
: Monsieur le Maire de la Salle les Alpes